la validité dudit amendement. Toutefois, je ne veux pas perdre ma place sur la liste des orateurs. Je voudrais parler de l'alinéa d.

M. le président suppléant: La présidence examine encore la validité de l'amendement. D'autres députés voudraient-ils exprimer leur opinion quant à la validité de l'amendement?

Des voix: Le vote.

[Français]

M. le président suppléant: A l'ordre! L'amendement proposé par l'honorable député d'Halifax vise à élargir les cadres des soins médicaux en deçà de ceux qui sont prodigués par des médecins.

S'appuyant sur des décisions antérieures, le président des comités pléniers a déclaré irrecevables les amendements dont le but était d'étendre les services professionnels à des personnes autres que des médecins.

L'amendement, qui est présenté par l'honorable député d'Halifax (M. McCleave), signifie un élargissement des services énoncés dans la résolution adoptée par cette Chambre le 12 juillet 1966, et aussi dans l'alinéa d) de cet article.

A la suite du président des comités, je cite le commentaire de May, dix-septième édition, à la page 798, chapitre 29:

Conformément au principe constitutionnel qui réserve à la Couronne toute initiative en matière de finance, les termes du message sous seing privé ou ceux de la résolution recommandée par la reine, et prévoyant une dépense de deniers publics, doivent être entendus comme fixant une dépense maximum; cette dépense peut être diminuée mais non augmentée aux termes d'amendements quelconques, tant du point de vue de son montant, du champ de son application, de ses objets, ou de ses modalités.

En vertu des décisions antérieures du président des comités et des raisons mentionnées dans le commentaire de May, je déclare l'amendement irrecevable.

● (4.30 p.m.)

[Traduction]

M. Douglas: Monsieur le président, je voudrais exhorter une dernière fois le ministre à bien vouloir réexaminer l'alinéa d qui donne la définition des «services assurés» en les désignant ainsi «tous les services que rendent les médecins et qui sont requis au point de vue médical...» Le ministre me croira, j'espère, quand je dis que je n'invoque pas cet argument pour lui créer des difficultés ou pour retarder l'adoption du projet de loi. C'est que les membres de notre parti s'intéressent beaucoup à la mesure et cherchent surtout à s'as-

surer qu'une fois adoptée, elle se révélera efficace. Quand le ministre a présenté la résolution qui précède le bill, il a dit qu'il s'agissait d'une pierre angulaire dans l'histoire de la sécurité sociale au Canada. Je suis d'accord. Nous voulons tous que la mise en œuvre de la mesure connaisse un franc succès. Nous voulons que les Canadiens soient fiers à juste titre du régime d'assurance frais médicaux. En outre, il existe aux États-Unis des gens d'avant-garde qui manifestent beaucoup d'intérêt pour la mesure. Je ne doute pas que certains milieux au sein du gouvernement américain suivront de près son application. Il importe donc que le régime de soins médicaux soit mis en vigueur de manière à satisfaire les Canadiens et ceux qui rendent les services médicaux. Il faut aussi que les Canadiens soient non seulement satisfaits du régime, mais ils doivent aussi s'attendre à ce que les gouvernements successifs considèrent ce régime comme une base sur laquelle ils établiront un régime complet d'assurance santé qui fournira les autres services, tels les médicaments d'ordonnance, les soins dentaires, les lunettes, les prothèses et ainsi de suite.

Monsieur le président, je demande donc au ministre de croire que notre seul souci, c'est que ce régime connaisse un franc succès et qu'il ait le moins de difficultés possible à le mettre en vigueur de concert avec les autorités provinciales. Notre objection tient à ce que le ministre se soit d'abord fondé sur une idée générale et qu'il lui ait donné une interprétation très étroite. Il est fait mention de services assurés de soins médicaux dans la résolution qui précède le projet de loi et dans le préambule de la mesure. Ce sont quatre mots très simples. On ne parle pas des services que rendent les médecins, mais des «services assurés de soins médicaux». C'est une définition générale. Dans le projet de loi, le ministre a restreint les services de soins médicaux à ceux que rendent les médecins. Cela exclut les services autorisés ou prescrits par un médecin, ainsi que les services auxiliaires qu'un médecin peut exiger pour parfaire la cure ou le traitement d'un malade.

Mon parti soulève deux principales objections à cette interprétation étroite et limitative. En premier lieu, nous sommes convaincus que cette interprétation étroite des services de soins médicaux serait impossible. Le ministre s'attirera d'innombrables difficultés. Il trouvera, par exemple, d'étranges anomalies. Permettez-moi d'en citer une ou deux.